

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

\*\*\*\*\*

MINISTERE DES FINANCES

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

COMMISSION INTERNE DE PASSATION  
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

\*\*\*\*\*

MINISTRY OF FINANCE

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

INTERNAL TENDER'S BOARD

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N°

/AOIO/MINFI/CIPM/2019 DU 12 OCT 2019

### POUR LA REALISATION DE LA MISSION CARTOGRAPHIE/DIAGNOSTIC DES STRUCTURES EXISTANTES ET INTERVENANT DANS LE PILOTAGE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET ENTREPRISES PUBLIQUES DU CAMEROUN AINSI QUE MISE A JOUR DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DES OUTILS, DE LA CONTRACTUALISATION ENTRE L'ETAT ET LES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.

#### 1. Objet

Le Ministre des Finances lance pour le compte de son Département ministériel un Appel d'Offres International Ouvert pour la réalisation de la mission cartographie/diagnostic des structures existantes et intervenant dans le pilotage des Etablissements Publics et Entreprises Publiques du Cameroun ainsi que mise à jour du cadre institutionnel et des outils de la contractualisation entre l'Etat et les Entreprises et Etablissements Publics.

#### 2. Consistance des prestations

##### 2.1. Objectif général

L'objectif de cette étude est d'une part, de réaliser une cartographie des structures existantes impliquées dans (i) la supervision, (ii) le pilotage stratégique, (iii) la politique actionnariale (rôles, responsabilités, relations, modalités de fonctionnement, capacités, etc...), assortie d'un benchmark pour une mise en perspective avec d'autres options organisationnelles, à l'œuvre dans d'autres pays, et d'autre part, de proposer une mise à jour du cadre institutionnel de la contractualisation Etat-EEP et de la « Boîte à outils » de l'Etat en la matière, en vue d'une meilleure articulation entre la fixation des objectifs et les moyens mobilisés, un suivi renforcé et une mise en œuvre plus tangible. Les évolutions en la matière devraient prendre en compte les profils et les contextes différenciés des structures concernées, notamment entre entreprises publiques, d'une part, et établissements publics, d'autre part.

L'étude prendra en considération les enjeux propres aux entreprises publiques et aux établissements publics.

##### 2.2. Objectifs particuliers

###### 2.2.1. En matière de cartographie/diagnostique

(1) réaliser une cartographie des structures existantes, soit recensé tous les acteurs représentant l'Etat du Cameroun au titre de ses 3 principales missions au sein de la gouvernance des EEP, à savoir :

- Etat-actionnaire : véhicules d'investissements, définition de la stratégie actionnariale, définition de la politique de dividendes, préservation des intérêts patrimoniaux, etc.



- Etat-stratège : fixation des objectifs et des indicateurs de performance, vérification de la cohérence avec la politique sectorielle, accompagnement du développement, de la consolidation et/ou de la transformation des EEP, préservation des intérêts stratégiques, etc.

- Etat-contrôleur : remontée d'informations financières et de gestion, fiabilisation des données, maîtrise des risques, contrôle de la conformité de la gestion et de la gouvernance, etc...

Cette cartographie doit détailler les rôles et les responsabilités, les modalités de fonctionnement et les moyens de chaque acteur (techniques, humains, financiers), et dans le même temps préciser les interfaces qui existent entre eux (processus de décision, échanges d'information plus ou moins formalisées, instances de coordination, etc.). Elle devra permettre de faire ressortir les principales forces et faiblesses du dispositif actuel de pilotage, au regard des enjeux relatifs aux 3 missions de l'Etat décrites ci-dessus.

(2) réaliser un benchmark sur d'autres pays, afin de mettre en relief d'autres formes d'organisation des structures de gouvernance des EEP mises en place par les Autorités de tutelle technique et financière. Le choix des pays devra tenir compte des contextes culturels et organisationnels afin de rendre cette phase réellement opérationnelle pour le Cameroun. Le nombre de références retenues ne peut être inférieur à deux.

(3) proposer des scénarios détaillés d'amélioration organisationnelle (minimum 2), au regard du diagnostic de l'existant (1) et de bonnes pratiques identifiées dans d'autres pays (2); ils intégreront des éléments succincts de faisabilité et une identification des avantages/contraintes respectifs.

### 2.2.2. En matière de mise à jour des outils de contractualisation

(1) Etablir un bilan synthétique de la contractualisation Etat-EEP (diagnostic) :

- Identifier les différents types de contrats existants et détailler leurs principales caractéristiques (objet, parties-prenantes, cadre juridique, modalités de préparation, de mise en œuvre, de suivi, etc). Ce volet intégrera une brève mise en perspective historique, au-regard des instruments et des pratiques qui ont pu être en vigueur auparavant. Il couvrira également l'identification succincte des cas d'interventions financières de l'Etat auprès d'EEP, hors-cadre contractuel.

- Recenser les différents contrats en cours, par nature, en prenant en compte les profils juridiques et les contextes économiques des structures bénéficiaires.

- Recenser les sources réglementaires et juridiques sur lesquelles se fondent les contrats en cours.

- Etablir un bilan synthétique de l'efficacité et de l'impact des contrats en cours, ou récemment mis en œuvre (moins de 5 ans), à partir des données mises à disposition par les services administratifs en charge de leur suivi. Une approche par échantillon représentatif pourra être adoptée.

- Synthétiser les réussites et les difficultés rencontrées, en distinguant ce qui est du ressort du processus d'application de ce qui est imputable à une carence législative, réglementaire ou institutionnelle. Une matrice SWOT pourra venir illustrer les éléments réunis.

(2) Proposer des pistes d'amélioration du cadre contractuel existant :

- Identifier les éléments permettant d'améliorer l'efficacité opérationnelle des contrats existants. L'efficacité se traduit de façon non exhaustive par (i) une meilleure articulation entre la fixation des objectifs et les ressources allouées, (ii) une mise en œuvre plus tangible au regard des résultats poursuivis et (iii) un suivi renforcé.

- Identifier les impacts législatifs, réglementaires, institutionnels et opérationnels (y compris financiers) précis en cas de mise en œuvre des recommandations suggérées.



**(3) Proposer des pistes d'ouverture au cadre contractuel existant :**

- Identifier les éléments manquants dans la « boîte à outils » de contractualisation Etat-EEPs, notamment, sans que cela soit exhaustif, (i) pour mieux encadrer l'impact des missions de service public (directes ou accessoires) prises en charge par certains EEPs, (ii) pour renforcer l'assise de l'Etat-stratège et l'inscription dans le cadre des objectifs de politique publique et des programmes (iii) pour améliorer les performances globales des EEPs et (iv) mieux maîtriser les ressources publiques.
- Effectuer des recommandations détaillées en matière de (i) mise à jour du cadre institutionnel de la contractualisation et de (ii) complément/restructuration de la « boîte à outils ».
- Identifier les impacts législatifs, réglementaires, institutionnels et opérationnels (y compris financiers) précis en cas de mise en œuvre des recommandations suggérées (et éléments succincts de faisabilité).

**3. Délais d'exécution**

La mission se déroulera au domicile du consultant, au Cameroun et, éventuellement dans d'autre (s) pays, dans un laps de temps maximal de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

La durée de la prestation des experts en matière de cartographie/diagnostic est estimée à cinquante (50) hommes-jours, dont un minimum de vingt (20) hommes-jours de mission de terrain au Cameroun.

La durée de la prestation des experts en matière de mise à jour des outils de contractualisation est estimée à soixante-dix (70) hommes-jours, dont un minimum de trente (30) hommes-jours de mission terrain au Cameroun.

**4. Allotissement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont réunies en un lot unique.

**5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération correspond à un volume d'environ cent vingt (120) hommes-Jour.

**6. Participation et origine**

La participation est ouverte à égalité de conditions aux Cabinets ou groupements de Cabinets internationaux.

**7. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Fonds d'Expertise et de Renforcement des Capacités (FERC) n° 1 et n° 12 de l'AFD, logé au MINEPAT.

**8. Cautionnement provisoire**

Les Offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire ou une compagnie d'assurances agréés par le Ministère en charge des Finances et dont le montant est de FCFA un million huit cent cinquante mille (1 850 000).

L'absence de la caution de soumission dans la soumission entraîne l'élimination directe de l'Offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des Offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.





NB : Les chèques bancaires ou certifiés établis à titre de cautionnement provisoire ne seront pas acceptés.

### **9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres International Ouvert**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès des services du Maître d'Ouvrage Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335 ou à la Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du secteur Public et Parapublic (CTR), sise immeuble ex CNR, 6ème étage, porte 611.

### **10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres International Ouvert**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de FCFA soixante-dix mille (70 000) au titre des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.

### **11. Remise des Offres**

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra être déposée sous plis fermés dans les Services du Maître d'Ouvrage Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard cinquante-six jours (56) jours calendaires après la date de publication du présent avis, soit le 13 JAN 2020 à 14 heures et devra porter la mention :

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT**  
**AOIO/MINFI/CIPM/2019 D: 13 JAN 2020**  
**POUR LA RÉALISATION DE LA MISSION CARTOGRAPHIE/DIAGNOSTIC DES STRUCTURES EXISTANTES ET INTERVENANT DANS LE PILOTAGE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET ENTREPRISES PUBLIQUES DU CAMEROUN AINSI QUE MISE A JOUR DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DES OUTILS DE LA CONTRACTUALISATION ENTRE L'ÉTAT ET LES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS**

**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

### **12. Conformité des Offres**

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Le détail de la conformité des Offres se trouve dans le RPAO (pièce n°3) contenu dans le Dossier d'Appel d'Offres.

### **13. Ouverture des plis**

L'ouverture des Offres se fera en deux temps, l'ouverture des Offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des Offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des Offres techniques aura lieu le 03 JAN 2020 à 15 heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

8



L'ouverture des Offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de quatre-vingt sur cent (80/100) des points.

#### **14. Evaluation des Offres**

Les Offres seront évaluées conformément aux critères ci-après :

##### **14-1 Critères éliminatoires**

- absence de la caution de soumission ;
- fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
- note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- la non-conformité ou non-complétude d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des offres.

##### **14-2. Critères essentiels**

###### **14-2-1 Les Offres techniques**

L'Evaluation des Offres techniques se fera sur 100 points en attribuant une notation aux critères suivants :

- Personnel d'encadrement proposé par le cabinet. **50 points**
- Expérience du soumissionnaire, pertinente pour la mission. **15 points**
- Plan de travail, Approche méthodologique et compréhension des TDR. **30 points**
- Moyens logistiques, techniques et matériels. **5 points**

A l'issue de l'analyse technique, l'ouverture des Offres financières sera réalisée dans les mêmes conditions que celle des Offres administratives et techniques, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant eu la capacité administrative requise et ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 80 points sur 100.

###### **14-2-2 Les Offres financières**

Les Offres financières des seuls soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces Administratives et de l'évaluation technique seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

L'offre complète, conforme et « moins-disante » (après rectification éventuelle du montant) recevra la totalité des points (100) ; les autres Offres seront notées sur 100 points suivant la formule ci-après :

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué du moins-disant ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})}{100}$$

#### **15. Attribution du marché**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la « mieux-disante », c'est-à-dire l'offre jugée conforme au dossier d'Appel d'Offres et ayant obtenu la meilleure note technico-financière.



**16. Durée de validité des Offres**

Les Soumissionnaires restent tenus par leurs Offres pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la réception des Offres.

**17. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Service des Marchés du MINFI, Porte 335, ou à la Commission Technique de Réhabilitation (CTR), sise immeuble ex CNR, 6<sup>ème</sup> étage, porte 611, Tel 222 22 38 16 ; Email : [arnokoza@yahoo.fr](mailto:arnokoza@yahoo.fr).

Yaoundé, le 12 8 OCT 2019

**Le Ministre des Finances**  
*Maitre d'ouvrage*

**Ampliations :**

- ARMP
- SOPECAM (pour publication)
- PRESIDENT CIPM MINFI
- CTR/MINFI
- AFFICHAGE
- ARCHIVES



*Paul Momo*



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DES FINANCES  
\*\*\*\*\*  
SECRETARIAT GENERAL  
\*\*\*\*\*  
COMMISSION INTERNE DE PASSATION  
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*  
MINISTRY OF FINANCE  
\*\*\*\*\*  
SECRETARIAT GENERAL  
\*\*\*\*\*  
INTERNAL TENDER'S BOARD

## OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER

NO. 2

OIT/MINFI/ITB/2019 OF 28 OCT 2019

FOR A CARTOGRAPHIC MISSION/DIAGNOSIS OF EXISTING STRUCTURES AND INVOLVED IN THE PILOTING OF PUBLIC ESTABLISHMENTS AND PUBLIC CORPORATIONS IN CAMEROON AS WELL AS THE UPDATING OF THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK OF CONTRACTUALISATION BETWEEN THE STATE AND PUBLIC ENTERPRISES AND PUBLIC ESTABLISHMENTS

### 1. Subject of the invitation to tender

The Minister of Finance launches an open international invitation to tender for a cartographic mission/diagnosis of existing structures and involved in the piloting of public establishments and public corporations in cameroon.as well as the updating of the institutional framework of contractualisation between the state and public enterprises and public establishments.

### 2. Nature of Studies

#### 2.1. General Objective

The objective of this study is on the one hand the realization of a cartography of existing structures implicated in the (i) supervision (ii)strategic piloting (iii) politics of actions(roles, responsibilities, relations, functional modalities, capacities, etc ...),with a benchmark to put into perspective with other organizational options in place in other countries, and on the other hand propose an up to date institutional framework of contractualisation State/public enterprises and public Establishments, and a tool box of the State in the domain in view of a better articulation between fixing objectives and the means put in place, a reinforced follow-up and its putting into place which is more tangible. Evolutions in the domain should take into consideration the profiles and the different context of the structures concerned notably between public enterprises and public establishments.

The study will take into consideration challenges proper to Public Enterprises on the one hand and Public Establishments on the other.

#### 2.2. Particular Objectives

##### 2.2.1 With regards to cartography/diagnosis

(i) Realize a cartography of existing structures by carrying out a census of all the actors representing the State of Cameroon with regards to its three (3) principal missions per governance in Public Entreprises and Public establishments to wit:

-State as share-holder: As investor, definition of strategies of acquiring shares, the politics of dividends, preservation of patrimonial interests, etc. ...



-State as strategist: The fixing of objectives and performance indicators, verification of coherence with sectorial policies, accompanying development, the consolidation and or transformation of Public Entreprises and Public establishments, preservation of strategic interests, etc.

-State as controller: Feedback with regards to financial and management information, reliable statistics, mastery of risks, control of the conformity of management and governance, etc. ...

This cartography will detail the roles and responsibilities, the modes of functioning and the means of each actor (technical, human and financial), and at the same time precise the interface existing inter se (decision making process, exchange of information irrespective of whether it is formal, coordination instances, etc ...). It should permit to come out with the pros and cons of what actually obtains, with regards to the stakes of the three (3) State missions highlighted in the fore.

(ii) Realize a benchmark with other countries, in a bid to put into perspective other forms of the organization of governance with regards to Public Entreprises and Public establishments put in place by technical and financial trusteeship authorities. The choice of the country should take into consideration the cultural and organization context to render it operational in Cameroon. The number of references should be at least two (2).

(iii) Propose detailed scenarios of organizational amelioration-minimum two (2), with regards to the existing diagnosis (1) and good practices identified in other countries (2); it will integrate succinct elements of usability and the identification of the respective advantages and constraints.

#### 2.2.2 With regards to the updating of the instruments of contractualisation

##### (1) Establish a synthetic balance sheet of the contractualisation State- Public Entreprises and Public establishments (diagnosis):

-Identify the different existing contracts and detail their principal characteristics (object, stakeholders, judicial framework, modalities of preparation, putting into place, follow-up etc.). This component will integrate a brief historical perspective, taking into consideration the different instruments and practices that hitherto obtained. It will equally cover a succinct identification of the financial intervention of the State to Public Entreprises and Public establishments outside the contractual realm.

-Do a census of the existing contracts by nature taking into consideration the judicial framework and economic context of the beneficiary structures.

-Do a census of the regulatory and judicial framework on which the subsisting contracts are grounded.

-Establish a synthetic balance sheet of the efficiency and the impact of existing contracts, or recently implemented (less than 5 years), from the statistics provided by the administrative service in charge of their follow up. The sampling approach that is representative could be used.

-Synthesize the successes and the failures encountered, distinguishing those that have to do with the application process from those that have to do with legislative, regulatory or institutional shortcomings. The SWOT matrix could be used to the assembled elements.

##### (2) Propose the ways to ameliorate the existing contractual framework:

-Identify the elements permitting to ameliorate the organizational efficiency of existing contracts. Efficiency here is not exhaustive and not limited to (1) a better articulation between fixing objectives and the allocated resources, (2) Putting into place a much more tangible way having regard to the desired result and (3) a reinforced follow-up.

-Identify precisely the legislative, regulatory institutional and operational impacts (including financial) in case of the putting into place of the proposed recommendations.



**(3) Propose openings with regards to the existing contractual framework:**

-Identify the missing elements in the "toolbox" of State - Public Entreprises and Public establishments contractualisation notably, without it being exhaustive, (1) to better circumscribe the mission of public service (direct or accessory) undertaken by certain Public Entreprises and Public establishments, (2) to better reinforce the strategic role of the State and highlighting it within the framework of public policies and programs (3) to ameliorate the global performance of Public Entreprises and Public establishments and (4) better mastery of public resources.

-Effect detailed recommendations with regards to (1) updating the institutional framework of contractualisation (2) Complementing/restructuring of the "toolbox"

-Identify precisely the legislative, regulatory, institutional and operational impact (including financial) with regards to the putting into place of the suggested recommendations (and precise elements of practicability).

**3. Execution deadline**

The mission will be executed at the domicile of the consultant, in Cameroon and eventually in other countries within a maximum time lapse of four (4) months from the date of notification of Service Order to commence.

The duration of services of the experts with regards to cartography/diagnostic is estimated at fifty (50) men-days, with a minimum of 20 men-days of field work in Cameroon.

The duration of the services of the experts with regards to the updating the tools of contractualisation is estimated at seventy (70) men-days, with a minimum of thirty (30) men days of field mission in Cameroon.

**4. Lots**

The present call for invitation to tender is not in lots.

**5. Estimated cost**

The cost of the service is estimated at One hundred and Twenty (120) men-days.

**6. Participation and origin**

The participation to this invitation to tender is open on equal terms to the international consultancy firms or group of International Consultancy firms.

**7. Financing**

The services which form the subject of this invitation to tender is financed by the "Fonds d'Expertise et de Renforcement des Capacités (FERC)" No.11 and No.12 of AFD, lodged at MINEPAT.

**8. Provisional bid bond**

The offers must be accompanied by a provisional guarantee (bid bond) issued per the model in the tender notice by a banking institution or an insurance company authorized by the Minister of Finance to issue same of which amount should not be less than FCFA One million Eight Hundred and Fifty Thousand (1 850 000).

The absence of the bid bond during bid opening leads to elimination of the offer.

The provisional guarantee shall be liberated thirty (30) days after the expiry of the bids for bidders not retained. In the case where a bidder has been retained, the provisional guarantee shall be liberated after the constitution of the final guarantee.

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry, no matter how small, should be recorded to ensure the integrity of the financial data. This includes not only sales and purchases but also expenses and income. The document provides a detailed list of items that should be tracked, such as inventory levels, customer orders, and supplier invoices. It also outlines the procedures for recording these transactions, including the use of specific forms and the assignment of responsibilities to different staff members.

The second part of the document focuses on the analysis of the recorded data. It describes various methods for identifying trends and anomalies in the financial performance. This includes comparing current data with historical data, as well as benchmarking against industry standards. The document also discusses the importance of regular reviews and reports to management, highlighting the need for transparency and accountability. It provides examples of how to present the data in a clear and concise manner, using charts and graphs to illustrate key findings.

The final part of the document offers practical advice on how to implement these procedures effectively. It stresses the importance of training staff members on the correct recording and analysis techniques, as well as the need for ongoing monitoring and improvement. The document concludes by reiterating the goal of achieving accurate and reliable financial information to support informed decision-making and business growth.

**NB:** Bank cheques be they certified or not shall not be admitted as provisional guarantee.

**9. Consultation of International Invitation to Tender file**

The tender file may be consulted at the Services of the Project Owner Block "A" MINFI, Department of Financial Resources, Sub Department of Budget and Materials, Contracts Service, Room 335 or at the Technical Commission for Rehabilitation (CTR), situated at the former CNR Building, 6th Floor, Door 611.

**10. Acquisition of tender file**

The tender file may be obtained from the Services of the Project Owner Block A MINFI, Department of Financial Resources, Sub Department of Budget and Materials, Contracts Service, Room 335, upon presentation of a receipt of payment to the public treasury of a non-refundable sum of F CFA Seventy Thousand (70 000) representing the cost of purchase of the tender file.

**11. Submission of offers**

Each offer drafted in English or French and in seven (7) copies including one (1) original and six (6) copies marked as such and sealed, should be deposited at the Project Owners office Block "A" MINFI, Department of Financial Resources, Sub-Department of Budget and Materials, Contracts Service, Room 335 latest fifty six (56) days after the publication of the present offer, the

03 JAN 2020 At 02:00 PM with the inscription:

**OPEN INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER**

NO. 12 / OIIT/MINFI/ITB/2019 OF 2020

**FOR A CARTOGRAPHIC MISSION/DIAGNOSIS OF EXISTING STRUCTURES AND INTERVENTIONS IN THE PILOTING OF PUBLIC ESTABLISHMENTS AND PUBLIC CORPORATIONS IN CAMEROON AS WELL AS THE UPDATING OF THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK OF CONTRACTUALISATION BETWEEN THE STATE AND PUBLIC ENTERPRISES AND PUBLIC ESTABLISHMENTS**

**"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"**

**12. Conformity of offers**

All offers not in conformity with the specification of the invitation to tender shall be declared inadmissible. The details of the conformity of offers are found in the Particular Regulations of the Tender Notice (RPAO) Document No.3 contained in the Tender File.

**13. Opening of bids**

The bids shall be opened in two phases, the opening of the administrative and technical offers during the first phase and the financial offer during the second phase for offers that had obtained the minimal technical score.

The opening of the administrative and technical offers shall take place on the 03 JAN 2020 at 03:00 PM, at the meeting room of the Internal Tenders Board of MINFI situated at MVOG ADA, at the Building Opposite College Montesquieu.

Only bidders or their duly mandated representatives are allowed during the bid opening session.

The opening of the Financial Offers shall take place after the technical evaluation and shall concern only bidders who must have scored at least 80/100.



**14. Evaluation of offers**

Offers shall be evaluated per the following criteria:

**14.1. Eliminary criteria**

- Absence of the bid bond;
- False declaration, substitution or falsification of administrative documents;
- Technical note less than 80/100;
- Presence of financial information in the technical file.
- Non conformity or non-completeness of administrative document after having been given 48 hours during bid opening.

**14.2. Essential Criteria:**

**14.2.1 Technical Offers**

Evaluation of technical offers will be on 100 points by noting as follows:

- Personnel in charge of coordination proposed by consultancy firm-50 points
- Experience of Bidder, pertinence of the mission-15 points
- Work plan, methodological approach and understanding of the terms of reference-30 points
- Logistics, technical and material means-5 points

After the technical analysis, the opening of the financial offers shall take place under the same conditions like the administrative and technical offer at a later date that will be communicated to the bidders having got the required administrative capacity and haven obtained a technical score of 80/100.

**14.2.2 Financial offers**

Only financial offers of bidders whose technical offers were declared admissible with regards to the conformity of the administrative documents and the technical evaluation will be evaluated and noted per the following criteria:

Complete offers that are in conformity and "lowest bid" (after rectification of the amount if any) will receive the totality of the points (100); the other offers will be noted on 100 points per the following formula:

$$NM = \frac{MMD \times 100}{MS}$$

NM=Note of the financial offer of the bidder  
 MMD=Evaluated amount of the least bidder  
 MS=Evaluated amount of the bidder

A ponderation will be made between the technical and the financial offer to obtain the final note "N" (technico-financial note) per the following formula:

$$N = \frac{(80 \times \text{Technical Note}) + (20 \times \text{Financial Note})}{100}$$



**15. Award of contract**

The project owner will attribute the contract to the bidder with the "best offer", meaning the offer is judged to be in conformity with the tender specifications and having obtained the best techno-financial note.

**16. Validity of Offers**

Bidders will remain committed to their offers for a duration of one hundred and twenty (120) days from the date fixed for the reception of offers.

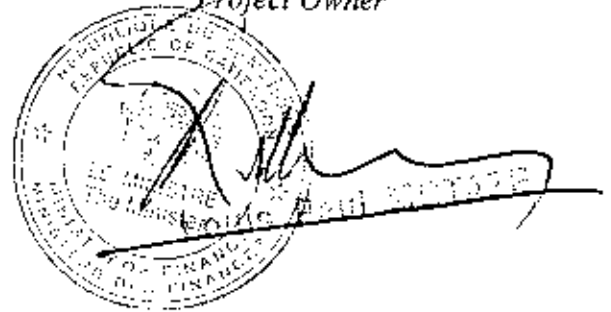
**17. Complementary information**

Complementary information of a technical nature may be obtained from the Services of the Project Owner at the Contracts Service MINFI, Room 335, or at the Technical Commission for Rehabilitation (CTR), Former CNR Building, 6th Floor, Door 611, Tel 222 22 38 16; Email: amokoza@yahoo.fr.

Yaounde, the 17<sup>th</sup> OCT 2013

**The Minister of Finance**

*Project Owner*



**Copy:**

- ARMP;
- SOPECAM (for publication);
- Chairperson of Internal Tenders Board MINFI;
- CTR/MINFI;
- Notice board;
- Archives.

